

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



87/36

Notes pour une allocution  
liminaire du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'État aux Affaires  
extérieures, à la réunion  
Six Plus Six de la  
Conférence postministérielle  
de l'ASEAN

SINGAPOUR, le 18 juin 1987

OTTAWA

Le 22 juin 1987

Monsieur le président,

Votre Association célèbre cette année un anniversaire important. Voilà vingt ans en effet que, faisant preuve d'une admirable prescience, cinq leaders réunis à Bangkok décidaient que la coopération, la courtoisie et la concertation présideraient désormais aux relations en Asie du Sud-Est. Leur longueur de vue a été source d'immenses bienfaits pour vos pays, pour la région et pour le monde. Le président Dhanabalan a engagé les partenaires du dialogue à jeter un "regard neuf" sur leurs relations avec l'ASEAN en prévision du sommet de l'Association qui doit se tenir en décembre. Je puis vous assurer que le Canada entend bien suivre ce conseil.

### Sécurité régionale

S'il est vrai que les relations au sein de l'ASEAN sont marquées au coin de la paix et de la coopération, notre ordre du jour montre cependant clairement que sont à l'oeuvre, ailleurs dans le monde, des forces qui menacent non seulement votre sécurité mais celle de l'ensemble de la planète.

Je me réjouis du ton très positif qui, depuis le discours prononcé à Vladivostok par le secrétaire général Gorbatchev, caractérise de plus en plus les déclarations soviétiques à l'égard de la région.

Malheureusement, les bonnes intentions exprimées n'ont pas été traduites dans les faits. Nous ne pourrions prendre au sérieux l'intérêt professé par les Soviétiques pour une diplomatie constructive en Asie que si ceux-ci prennent des initiatives concrètes pour mettre fin aux conflits qui s'éternisent dans la région. Or, tout comme vous, j'attends toujours pareilles initiatives.

En outre, tandis qu'ils protestent plus que jamais de leurs intentions pacifiques, les Soviétiques ne cessent de renforcer leur énorme arsenal militaire. Leur dispositif nucléaire et conventionnel en Asie et dans le Pacifique met en péril votre sécurité tout comme la nôtre. Rien ne viendrait mieux faire la preuve des bonnes intentions des Soviétiques qu'un règlement pacifique en Indochine et que le retrait total de leurs forces en Afghanistan.

L'occupation brutale de l'Afghanistan apporte le témoignage le plus éloquent des intentions soviétiques en Asie.

### Indochine

Le Canada souscrit entièrement à votre récente déclaration sur l'Indochine. L'occupation vietnamienne du Cambodge est maintenant dans sa huitième année, et le Vietnam continue de dominer le Laos. Les Canadiens sont fortement préoccupés devant la persistance des attaques d'artillerie dirigées contre les camps de réfugiés civils le long de la frontière thaïlandaise et les constantes violations par le Vietnam de la souveraineté territoriale de la Thaïlande. La communauté mondiale apprécie vivement les efforts déployés par les pays de l'ASEAN pour amener à un règlement équitable et pacifique. Le Canada s'engage par ma voix à maintenir son appui aux initiatives en ce sens, ainsi que le soutien financier qu'il apporte aux éléments non communistes du gouvernement de coalition.

Nous exhortons les nouveaux dirigeants vietnamiens à se montrer disposés à travailler en vue d'un règlement de paix significatif au Cambodge. Moscou doit faire comprendre à Hanoi qu'il est dans leur intérêt commun d'adopter une attitude plus souple. L'Union soviétique ne saurait donner de meilleur gage de ses intentions dans la région qu'en usant de l'influence qu'on lui connaît auprès du Vietnam pour l'inciter à la modération et au compromis.

Je réitère l'engagement du Canada de ne pas fournir d'aide au développement au Vietnam tant que ce pays maintiendra son agression au Cambodge.

La véritable tragédie de l'Indochine se mesure encore aux milliers de personnes qui cherchent à refaire leur vie hors d'atteinte d'Hanoi. Par terre et par mer, les réfugiés continuent d'affluer dans les pays voisins. Monsieur le président, la réponse de l'ASEAN à cette tragédie humaine a été exemplaire.

Le Canada s'est étroitement associé avec vous dans la recherche de solutions à la fois temporaires et durables. Nous avons versé des dizaines de millions de dollars pour venir en aide aux réfugiés dans les pays de premier asile. Nous avons aussi offert un foyer permanent au Canada à plus de cent mille réfugiés de la région, et je puis vous assurer que nous continuerons de jouer un rôle actif à cet égard.

Pour trouver des solutions plus durables aux problèmes que pose l'afflux de réfugiés sur vos rivages et à travers vos frontières, le Canada continuera de collaborer avec l'Australie, le Japon et les États-Unis dans le cadre du Groupe international de contact. J'ai l'espoir qu'il nous sera possible, dans un proche avenir, de soumettre au HCR un document agréé faisant état d'initiatives à long terme susceptibles d'être entreprises. Nous voudrions, bien sûr, vous consulter sur ces propositions. Seules la coopération et la concertation nous permettront d'apporter une solution globale au problème des réfugiés indochinois.

### Afrique du Sud

Monsieur le président, ailleurs dans le monde, d'autres conflits violents continuent d'apporter souffrances et oppression à des millions de personnes. J'ai pris bonne note et me réjouis de votre déclaration sur l'Afrique du Sud. Au Sommet de Venise, le Canada a demandé et obtenu qu'il soit discuté de l'Afrique du Sud; il s'en est dégagé un solide consensus quant à la nécessité de mettre fin à l'apartheid. Le Canada collabore avec certains d'entre vous au sein du Commonwealth et dans d'autres instances, pour exercer des pressions constantes sur Pretoria et maintenir ouvertes les lignes de communication avec ceux dont la coopération en Afrique australe pourrait éviter que le sous-continent se trouve plongé dans un bain de sang.

### Contrôle des stupéfiants

La Conférence actuellement en cours à Vienne permettra peut-être de dégager à la fois la volonté politique et un plan d'action pour lutter contre le trafic illécite des drogues qui met en péril toutes nos sociétés.

Le Canada accroîtra ses contributions au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus de drogue (UNFDAC). Ces sommes seront affectées à des projets de développement dans les régions productrices de drogue, à l'amélioration des services de santé et à la mise en place de cultures de substitution.

### Situation économique internationale

Monsieur le président, le Sommet économique qui s'est tenu à Venise la semaine dernière nous aura permis de réaliser d'importants progrès dans plusieurs dossiers d'importance cruciale pour nous tous. Le Canada cherchera à faire fond sur ces résultats dans ses préparatifs en vue des importantes rencontres dont il sera l'hôte, notamment la

Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth et le Sommet de la Francophonie à l'automne de cette année, et le Sommet économique de Toronto en juin prochain.

À Venise, nous avons convenu de mesures propres à réduire les déséquilibres économiques internationaux qui font obstacle à l'amélioration des perspectives de croissance, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Dans leur communiqué, les leaders ont également appelé les nouveaux pays industriels à faire davantage leur part pour assurer la santé de l'économie mondiale et du système d'échanges internationaux, compte tenu de leur croissance rapide et de leurs importants excédents extérieurs.

Le Canada a vu avec satisfaction les leaders à Venise consacrer plus d'attention que d'habitude à la situation économique des pays en développement. Je me dois de dire ici que le mémoire de l'ASEAN nous aura été fort utile à cet égard. Nous avons souligné le triste sort des pays les plus pauvres, dont les ressources sont nettement insuffisantes pour leur permettre de régler l'accablant problème de la dette, et discuté de solutions spécifiques et pratiques.

Pour ce qui est du commerce international, nous devons travailler ensemble pour faire en sorte que la Ronde Uruguay produise les résultats que les pays membres de l'ASEAN ont tant contribué à réaliser à Punta del Este en septembre dernier. À Venise, les leaders se sont dits en faveur de progrès rapides sur l'ensemble des questions abordées à Genève. Si nous voulons assurer la crédibilité de la Ronde Uruguay, nous devons veiller à ce que les négociations aboutissent au plus tôt. Pour notre part, nous sommes d'avis qu'il devrait être possible de progresser rapidement pour ce qui concerne le renforcement du système du GATT.

Monsieur le président, nous savons tous que nous sommes aux prises avec un nombre croissant de litiges commerciaux bilatéraux. Or, ces litiges sont généralement résolus en contournant les règles du GATT. Le Canada est par conséquent d'avis, tout comme les pays de l'ASEAN, qu'il faut veiller en priorité à ce que les engagements de statu quo et de recul soient pleinement appliqués. Nous avons réaffirmé cet engagement à Venise.

L'agriculture revêt une grande importance tant pour le Canada que pour la majorité des pays de l'ASEAN. Or, nos agriculteurs se trouvent pris dans le feu croisé

d'une guerre des subventions qui n'est pas de notre fait. Ces tensions au niveau du commerce des produits agricoles mettent en péril le système commercial mondial et risquent de compromettre la Ronde Uruguay.

Voilà pourquoi le Canada a inscrit l'agriculture parmi les premiers points à l'ordre du jour des récentes rencontres des ministres du commerce. Et c'est aussi pour cette raison que nous avons accueilli à Ottawa, en mai dernier, la réunion ministérielle du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles loyaux. Cette réunion a permis de renforcer le consensus croissant en faveur d'une réforme rapide dans le domaine de l'agriculture. Le Premier ministre Mulroney a transmis aux autres leaders du Sommet les préoccupations exprimées par les pays du Groupe de Cairns, très proches de celles exposées par l'ASEAN dans son mémoire à l'intention des pays du Sommet.

Comme il l'avait déjà fait au Sommet de Tokyo, le Premier ministre du Canada s'est employé à Venise à ce qu'une attention prioritaire soit portée à la question de l'agriculture. Le Canada est satisfait des résultats obtenus. Les leaders du Sommet ont réaffirmé leur engagement envers ce qu'ils ont appelé "l'important accord sur l'agriculture figurant dans le Communiqué ministériel de l'OCDE", et ont formellement convenu de réexaminer la question au Sommet de Toronto l'an prochain.

Il n'y aura pas de solutions miracles, mais il est désormais admis que les subventions agricoles doivent être réduites et que d'autres mesures de réforme s'imposent. À cet égard, et comme indiqué dans le mémoire de l'ASEAN, il est notamment envisagé de séparer les régimes visant à garantir le revenu des agriculteurs de ceux mis en place pour soutenir les prix à la production. Il est en outre reconnu qu'il faut mettre fin aux pratiques commerciales abusives et protectionnistes, et également veiller à ce que les négociations de la Ronde Uruguay avancent rapidement. Ce sont là des prescriptions valables pour tous les pays, non seulement ceux du Sommet.

Pour ce qui concerne les NCM, les leaders du Sommet ont convenu de déposer des propositions détaillées dans les meilleurs délais et pris l'engagement d'examiner, lors du Sommet de Toronto en 1988, à la fois les progrès réalisés et les travaux restant à accomplir. Vous pouvez être assurés que le Canada accordera encore une fois la priorité à cette question à Toronto l'an prochain. Dans l'intervalle, nous continuerons de collaborer étroitement avec les pays de l'ASEAN pour faire avancer la Ronde Uruguay.

Monsieur le président, distingués collègues, je vous remercie encore de m'avoir permis de vous présenter certaines de mes réflexions.